

Rapport de gestion et sur le gouvernement d'entreprise

Mesdames, Messieurs,

Conformément à la Loi et aux Statuts, nous vous avons réunis en Assemblée Générale pour vous rendre compte d'une part, de l'activité de notre Société et de ses Filiales au cours de l'exercice écoulé et soumettre à votre approbation les Comptes Annuels ainsi que les Comptes Consolidés arrêtés au 31 décembre 2022, et d'autre part vous communiquer les informations relatives au Gouvernement d'Entreprise dans notre Société (Articles L.225-37 al.6 ; L. 225-68 al.6 et L. 226-10-1 du Code de Commerce).

Conformément aux dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de Commerce et aux effets de la transposition de la Directive Européenne sur le reporting extra-financier, nous publions une Déclaration de Performance extra-financière au titre de l'exercice 2022 dans un Rapport annexé au présent Rapport de Gestion assortie d'une vérification opérée par un Organisme Tiers Indépendant.

Activités et Résultats du Groupe

Le périmètre est constitué essentiellement du Secteur Pompes détenu au travers de sa filiale PCM SA, l'autre secteur concernant l'activité immobilière de la Holding.

Le Chiffre d'affaires consolidé de l'exercice 2022 s'élève à 135,4 M€ contre 101,3 M€ en 2021, en progression de 33,7%.

A taux de change constant, l'augmentation est de 28,0 %

L'exercice 2022 a été marqué par la poursuite d'une croissance soutenue des activités Oil & Gas sur la zone Amérique, ainsi que par la stabilité des activités Food & Industry.

Le Chiffre d'affaires consolidé des autres activités s'élève à 0,3 M€, contre 0,2 M€ en 2021.

Commentaires détaillés sur les résultats consolidés

Le Résultat opérationnel courant consolidé 2022 du Groupe s'établit bénéficiaire à 12,1 M€ contre 5,8 M€ en 2021, en croissance de 6,3 M€.

La Contribution du Secteur Pompes, en augmentation, est positive de 12,9 M€ (positive de 6,7 M€ en 2021). Elle intègre comme l'an passé 5,4 M€ de redevances sur un contrat de licence dont l'échéance finale interviendra en juin 2024.

La croissance de l'activité explique cette performance, malgré tout impactée par la hausse des coûts des matières, des coûts d'approvisionnements, logistiques et énergétiques ainsi que par la progression des charges de personnel.

La contribution de l'activité immobilière de la Holding est négative de 0,8 M€, de même niveau que l'an passé.

Le Résultat opérationnel 2022 est bénéficiaire de 11,9 M€ contre 7,1 M€ positif en 2021, en hausse de 4,8 M€. Il intégrait 1,1 M€ de plus-value immobilière au Canada en 2021.

Le Résultat financier consolidé 2022 est négatif de 2,3 M€ contre positif de 0,9 M€ l'année précédente, en raison des évaluations de placements en fonds obligataires conduisant à une dépréciation de 2,1 M€, des effets de change net négatifs de 0,7 M€ et des autres produits financiers nets positifs de 0,5 M€.

En 2022, la charge nette d'impôts consolidée s'établit à 1,3 M€ contre 0,4 M€ en 2021.

Le Résultat net consolidé de l'exercice 2022 des entreprises intégrées est bénéficiaire de 8,3 M€ contre 7,6 M€ bénéficiaire en 2021, en augmentation de 0,6 M€.

La quote-part dans les Sociétés mises en équivalence s'établit positive à 0,2 M€. Il s'agit principalement de la participation aux résultats de la Société Italienne, 3P Prinz, pour la période de détention en 2022.

La part du résultat revenant aux intérêts ne conférant pas le contrôle s'établit en 2022 positif de 0,5 M€ contre 0,4 M€ positif en 2021.

Au final, le Résultat net consolidé part du Groupe de l'exercice 2022 est bénéficiaire à 8,0 M€ contre 7,2 M€ positif en 2021.

La Marge brute d'autofinancement, toujours positive, s'élève à 13,3 M€ contre 12,1 M€ en 2021.

La contribution des différents Secteurs d'activité aux résultats consolidés d'ensemble est développée dans l'Annexe des Comptes Consolidés (Note 19).

Investissements du Groupe

Les investissements 2022 se sont élevés à 9,8 M€ (dont 6,8 M€ d'investissements immobiliers et 3,0 M€ d'investissements industriels) contre 12,7 M€ (dont 9,3 M€ d'investissements immobiliers) en 2021.

Une prise de participation minoritaire de 40 % pour un montant de 1,2 M€, complété par une avance financière de 0,6 M€, et un accord-cadre de coopération ont été conclus avec la Société Italienne 3P Prinz SRL. Cette Société fabrique des pompes volumétriques dans des domaines d'activité complémentaires aux nôtres.

Enfin, aucune prise de participation n'a été réalisée au cours de l'exercice amenant le Groupe à détenir une participation significative, dans une société ayant son siège social sur le territoire français.

Emplois

Les effectifs du Groupe au 31 décembre 2022, hors personnels temporaires, s'établissent à 724 personnes, dont 408 hors de France, contre 665 personnes, dont 343 hors de France, fin décembre 2021.

Structure bilancielle consolidée

Le total du bilan consolidé à fin 2022 s'établit à 308,5 M€ contre 293,3 M€ à fin 2021, soit une augmentation de 15,2 M€.

L'Actif non courant à 56,0 M€ est en hausse de 9,3 M€. Cette variation nette est principalement due aux investissements nets pour 7,2 M€ (dont investissements immobiliers réalisés en France pour 6,8 M€) et aux investissements financiers pour +2,1 M€.

L'Actif courant à 252,5 M€ est en hausse nette de 5,9 M€.

Cette variation nette est due à la variation des stocks pour +10,9 M€ et à la hausse des créances clients (+12,2 M€), des autres débiteurs (+1,6 M€), des dépôts bancaires à plus de trois mois (+51,3 M€), compensées par la baisse de trésorerie (-69,8 M€).

La trésorerie globale est en baisse de 18,5 M€.

Les Capitaux Propres à 212,7 M€ sont en progression de 5,3 M€, correspondant à : +8,5 M€ de résultat consolidé 2022, +0,5 M€ d'écarts de conversion, +0,4 M€ de divers, -1,8 M€ sur réduction du Capital Social en octobre 2022 et -2,3 M€ de dividendes.

Les Provisions pour risques et charges, à 2,8 M€, sont en baisse nette de 0,5 M€.

Les Dettes à 93,0 M€ sont en progression de 10,3 M€ du fait de la hausse des dettes d'exploitation + 5,7 M€, (dont fournisseurs +5,7 M€, produits constatés d'avance -1,1 M€, autres dettes +1,1 M€), des avances et acomptes +3,5 M€, des dettes financières +1,8 M€ (dont 1,4 M€ liés à l'application de la Norme IFRS 16 et 0,4 M€ de variation nette des emprunts) et des dettes sur fournisseurs d'immobilisations +0,1 M€, compensée par la baisse des passifs d'impôts différés -0,8 M€.

Structure financière consolidée

La Structure financière nette consolidée (actifs financiers courants et trésorerie et équivalents de trésorerie, déduction faite des emprunts auprès des Etablissements de crédit et des dettes financières diverses), est toujours positive et s'établit à 122,4 M€ en diminution de 20,2 M€ par rapport à l'exercice précédent du fait de la baisse de la Trésorerie nette pour 69,8 M€ et de la hausse de l'endettement financier pour 1,7 M€, compensées par la hausse des actifs financiers courants pour 51,3 M€ (variation des dépôts bancaires à plus de trois mois).

Au total, l'Actif courant s'élève à 252,5 M€ couvrant largement l'ensemble des dettes envers les tiers à moins d'un an, d'un montant de 87,6 M€.

En synthèse, le ratio « Endettement/Capitaux Propres » s'établit à 3,1% contre 2,3% à fin 2021.

Le ratio « Endettement / Chiffre d'affaires » s'élève à 4,8% contre 4,7% à fin 2021.

Le coût financier total de l'endettement s'élève à fin 2022 à 197 K€ (0,1% du chiffre d'affaires) contre 187 K€ à fin 2021 (0,2% du chiffre d'Affaires).

Activité de la Société-Mère

Le Chiffre d'affaires de Gévelot S.A., Société-Mère, est de 966 K€ en 2022 contre 792 K€ en 2021.

Les loyers à 298 K€ sont en progression de 31 K€ sur l'année passée, du fait principalement du rendement locatif des nouvelles surfaces de bureaux de Levallois-Perret acquises en novembre 2022.

Ils correspondent à des locations de surfaces de bureaux de Levallois-Perret mises à disposition de sociétés tierces.

Les prestations facturées, à 668 K€, sont en progression de 143 K€.

Les autres Produits et divers sont en légère progression à 118 K€.

Au global, les Produits d'exploitation s'établissent à 1 084 K€ contre 877 K€, en hausse de 207 K€.

Les Charges d'exploitation à 2 064 K€ contre 1 837 K€ en 2021 sont en hausse de 227 K€.

Les Achats et charges externes à 887 K€ sont en progression de 155 K€, du fait de la hausse des charges liées à l'activité de Holding (honoraires et commissions) et des charges de copropriété des immeubles de Levallois.

Les impôts et taxes à 117 K€ sont stables.

Les charges de personnel à 909 K€ sont en progression de 37 K€.

Les dotations aux amortissements sont en légère progression à 69 K€.

Les autres charges à 82 K€ sont en progression de 15 K€.

Le Résultat d'exploitation de l'exercice s'établit négatif à 980 K€ contre 960 K€ également négatif en 2021.

Le Résultat financier est négatif et s'élève à 234 K€ contre 2 394 K€ positif en 2021.

Il est constitué en 2022 d'un dividende de 1 502 K€ reçu de PCM SA (inchangé par rapport à 2021), de produits financiers pour 317 K€, de profits nets de change pour 3 K€. A fin 2022, dans le cadre d'une perte latente sur nos placements obligataires à cause de l'imprévisible et très forte remontée des taux directeurs des Banques centrales, une dépréciation nette de 2 056 K€ a dû être constituée.

Le Résultat courant avant impôt ressort déficitaire de 1 214 K€ contre 1 434 K€ bénéficiaire en 2021.

Le Résultat exceptionnel est négatif de 19 K€, identique à 2021.

En l'absence d'impôt propre, et après 675 K€ d'économie d'impôt liée au régime d'intégration fiscale, **le Résultat net social de Gévelot S.A. s'établit déficitaire en 2022 à 558 K€ contre 1 754 K€ positif en 2021.**

Activité de la Filiale (PCM SA)

Les principales informations concernant PCM SA présentées ci-après sont extraites des Comptes Annuels établis selon les règles locales.

Données financières (en millions d'euros)

Filiale	Chiffre d'affaires	Résultat d'exploitation	Résultat financier	Résultat exceptionnel
PCM SA	1,1	-1,0	6,9	-0,1

Filiale	Résultat net	CAF	Invest. Industriels	Invest. Financiers
PCM SA	5,8	6,9	0,3	5,5

Effectifs au 31 décembre 2022

Filiale (personnel temporaire exclu)	Total
PCM SA	4

Activités du groupe en matière de recherche et de développement

Pour l'ensemble du Groupe, les dépenses de Recherche et de Développement concernant le Secteur Pompes se sont élevées en 2022 à 0,8% du chiffre d'Affaires, dont 1,1 M€ sont éligibles aux Crédits d'Impôts Recherche et ont généré des crédits d'impôts à hauteur de 0,3 M€.

L'année 2022 a été riche en activités de Recherche et Développement avec deux nouveaux brevets dans les domaines de l'ALS & de la conception hygiénique, venus renforcer notre position de leader technologique.

Pour l'activité Food & Industry, les premières pompes connectées et les premières pompes disposant du système de Maintenance En Place ont été installées chez nos clients. Notre catalogue de vente s'est enrichi avec des produits plus hygiéniques et/ou de plus grandes capacités tels l'HyFeed, le Dosymix « gros volume », le nouveau doseur DACC aseptique, ou des produits permettant de développer de nouveaux marchés tel l'EcoMoineau TM LX pour pomper du Lithium.

Pour l'Oil & Gas, le leadership de PCM dans le domaine de la fabrication additive métallique a permis de développer, vendre & livrer les premières 500A6, plus grosse pompe de notre gamme. L'offre de pompes sur le marché de l'Artificial Lift s'est significativement enrichie de nouveaux modèles d'hydrauliques élastomères, de Vulcain™, de nouveaux paliers et accessoires.

Enfin PCM a lancé une étude permettant de quantifier l'empreinte carbone de ses produits, depuis la phase d'approvisionnement jusqu'à l'utilisation des pompes, afin d'identifier les projets à mener à l'avenir pour permettre à nos clients de réduire leur propre empreinte Carbone.

Perspectives du Groupe pour 2023

Société-Mère

Le Chiffre d'affaires de Gévelot SA sera à nouveau constitué de produits locatifs et de prestations de service.

En termes de produits financiers, un dividende en progression devrait être perçu de notre filiale sur 2023.

Nos ressources, à savoir loyers et prestations de services, devraient être stables ainsi que le résultat d'exploitation.

Au final le résultat net de la société Holding devrait être en amélioration.

Après l'opération réalisée fin novembre 2022, l'étude d'opportunités de rachat de nouvelles surfaces immobilières en Ile de France se poursuit.

Secteur Pompes

L'année 2023 devrait être une année de consolidation en termes d'activité après la croissance sur tous les marchés, notamment ceux de l'Oil & Gas, constatée sur l'année écoulée.

Cependant, les tensions géopolitiques internationales (Russie-Chine-USA) invitent à la plus grande prudence. Celles-ci pèsent à la fois sur la disponibilité des matières premières et donc sur leur coût livré, mais aussi sur la réalisation effective de certaines affaires. Le climat de confiance des acteurs économiques est ainsi incertain pour l'année à venir.

Cette situation oblige le Groupe à être particulièrement vigilant pour que la relation client soit la meilleure possible tout en poursuivant une politique d'économies sur l'ensemble de ses dépenses et d'optimisation des coûts de production.

Gestion des Risques

Dans le cadre de la description des principaux risques auxquels le Groupe est confronté, les points suivants peuvent être retenus.

Risques Généraux

1. Risques Marché

L'activité spécifique des Pompes Pétrole est particulièrement corrélée au niveau des prix du baril de pétrole (Brent Crude, WTI Crude), où les producteurs maintiennent ou augmentent généralement leur production lorsque les prix du pétrole sont supérieurs à leur coût marginal. Depuis 2021, une trajectoire de reprise coïncidant avec une forte augmentation de la demande et des cours du brut est observée. Le niveau d'activité des Pompes Pétrole s'est très fortement accru l'année passée et devrait poursuivre son développement si les conditions géopolitiques le permettent.

Les performances commerciales dans les autres domaines du Secteur Pompes (marché Food et marché Industry) sont généralement liées à l'activité économique, en France comme à l'Etranger.

2. Risques Pays

Le Groupe reste exposé aux risques Pays pour une partie de son activité, principalement dans le domaine du Secteur Parapétrolier, du fait, notamment, de sa présence dans des zones à risques géopolitiques importants (Moyen Orient, Afrique, Amérique Latine, Eurasie).

Risques Financiers

De par ses activités, le Groupe est exposé à différentes natures de risques financiers. Ces risques sont liés aux activités industrielles et commerciales du Groupe, à ses besoins de financement ainsi qu'à sa politique d'investissement notamment à l'international.

Il s'agit principalement de risques de variations de taux de change et de taux d'intérêt.

1. Risques financiers liés aux activités industrielles et commerciales

- Risques de change opérationnels

Le Groupe Gévelot est exposé dans ses activités industrielles et commerciales aux risques financiers pouvant résulter de la variation des cours de change de certaines monnaies du fait de la localisation de son principal site de production en zone Euro et de ses zones de vente localisées dans le monde entier et impliquant des facturations en devises étrangères, principalement en Dollars américains ou canadiens.

La gestion du risque de change de l'activité des Pompes et Technologie des Fluides est basée sur un principe de facturation en Euros des entités de production du Groupe aux entités de commercialisation. Ces facturations inter-sociétés font l'objet d'une couverture de change à terme de leur règlement si les montants sont significatifs.

Le même principe est appliqué aux ventes hors Groupe pour la facturation en devises aux Clients. Des couvertures à terme sont mises en place dès la matérialisation d'une opération significative de vente en devises.

Le Groupe n'effectue pas d'opération de couverture de change ferme sur ses ventes futures ; la marge opérationnelle est donc sujette dans le futur à des variations en fonction de l'évolution des taux de change.

- Risques de change : Trésorerie, équivalents de Trésorerie

L'évolution des parités des devises Nord-Américaines a fait l'objet d'un suivi particulier et de placements à capital garanti sur des établissements bancaires de premier ordre.

- Risques de variation de prix

Le Groupe est sensible aux variations des cours de ses matières premières et des coûts logistiques. Une hausse de ces cours, acier et produits chimiques notamment, a été constatée dès l'exercice 2021 et a impacté de manière significative la marge opérationnelle en 2022. Le Groupe, afin de tenter de limiter l'impact, poursuit le développement de la multiplicité de ses sources d'approvisionnement, y compris à l'international.

- Risques de crédit

Le Groupe accorde une attention particulière à la sécurité des paiements des biens et services qu'il délivre à ses Clients.

Les Clients européens ne présentent pas de risques individuels significatifs et font généralement l'objet d'une fonction de recouvrement dédiée. Les grands Clients Export positionnés dans des zones à risques géopolitiques majeurs font l'objet d'un suivi spécifique.

- Risques climatiques

Face à l'urgence climatique marquée par la pollution et la disparition progressive d'espèces et ressources, aux évolutions réglementaires en matière d'environnement, le Groupe a engagé une démarche volontaire en matière de RSE.

Notamment il s'est engagé à réduire l'impact environnemental de ses activités en optimisant par exemple la gestion des déchets et en favorisant les initiatives éco responsables tout en veillant à appliquer la réglementation.

A ce stade, le Groupe n'a identifié aucun impact tant sur la valorisation de ses actifs que sur le développement futur de ses activités.

2. Risques financiers liés aux opérations de financement

Le Groupe procède essentiellement par auto-financement pour ses activités industrielles et commerciales, particulièrement du fait de sa solide structure financière et ne fait appel au secteur bancaire qu'à titre marginal pour ses investissements.

- Risques de variation de taux

Lorsque cela s'avère nécessaire, le Groupe met en place des outils de couverture de variation des taux d'intérêts pour les emprunts à taux variables d'échéance longue et de montant important. Pour cela, la Direction Financière du Groupe analyse le portefeuille et suggère aux Filiales les outils appropriés (Swap de taux) pour limiter les risques futurs dans des limites de coûts appropriés et maîtrisés.

3. Risques financiers liés aux opérations d'investissements réalisées à l'étranger

- Risques pays

Le Groupe détient des actifs dans des pays où la stabilité politique et économique n'est pas assurée ; ces actifs ne représentent toutefois qu'une part non significative des actifs de l'ensemble du Groupe. Une assurance spécifique couvrant les investissements présents dans des pays a été mise en place au cas par cas.

- Risques de change

Le Groupe détient des investissements à l'étranger, et hors de la zone Euro, dont les actifs nets sont exposés au risque de conversion des devises. Ces actifs nets situés aux USA, au Canada, au Proche et Moyen-Orient, et en Russie, ne font pas aujourd'hui l'objet de couverture particulière.

4. Risques financiers liés à la gestion de la trésorerie

Le Groupe possède quelques valeurs mobilières de placement (14,8 % de la trésorerie) basées sur des indices et dont le capital n'est pas garanti mais sécurisé avec des barrières de protection.

Depuis fin 2021 et début 2022 des fonds obligataires et hedge funds ont été souscrits (11,5 % de la trésorerie) dans des conditions favorables. Cependant, à fin 2022, compte tenu d'un retournement de marché sur cette catégorie de placement et plus particulièrement l'imprévisible et très rapide augmentation des taux directeurs des Banques centrales, des dépréciations ont dû être constatées.

Informations sur les délais de paiement

(Factures reçues et émises non réglées)

Conformément à l'article D441-6 du Code de Commerce, nous présentons dans le tableau ci-dessous la décomposition des dettes fournisseurs et des créances clients dont le terme est à échéance.

Factures <u>recues</u> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu (Code de Commerce - Article D.441 -6, I. - 1°)						
	0 jour	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1j & plus)
(A) Tranches de retard de paiement						
Nombre de factures concernées	4					5
Montant total des factures concernées TTC	9 k€	3 k€	1 K€			4 K€
% du montant total des achats TTC de l'exercice	0,11%	0,03%	0,02%			0,05%
% du chiffre d'affaires TTC de l'exercice						
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées						
Nombre des factures exclues						
Montant total des factures exclues						
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L. 441-10, I et L.441-11 du Code de Commerce)						
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	Délais contractuels conformes aux Conditions Générales d'Achat					

Factures <u>émises</u> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu (Code de Commerce - Article D.441-6 I - 2°)						
	0 jour	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1j & plus)
(A) Tranches de retard de paiement						
Nombre de factures concernées	3					1
Montant total des factures concernées TTC	44 K€				1 K€	1 K€
% du montant total des achats TTC de l'exercice						
% du chiffre d'affaires TTC de l'exercice	3,42%				0,06%	0,06%
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées						
Nombre des factures exclues						
Montant total des factures exclues						
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L. 441-10, I et L.441-11 du Code de Commerce)						
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	Délais contractuels conformes aux Conditions Générales de Vente					

Affectation des résultats

Il sera proposé à la prochaine Assemblée Générale l'affectation des résultats suivante :

Résultat de l'exercice de.....	- 558 141,38 €
Report à nouveau antérieur de.....	16 003 981,67 €
Total à répartir.....	15 445 840,29 €
. Dividende :.....	- 3 038 440,00 €
. Solde du Report à nouveau après affectation :.....	12 407 400,29 €

Le dividende global s'élève donc à 4 € par action pour 759 610 actions soit 3 038 440,00 € et sera mis en distribution à partir du 30 juin 2023.

Conformément à l'article 243 bis du Code général des impôts, il est précisé que la totalité du dividende proposé est éligible à l'abattement de 40 % bénéficiant aux personnes physiques domiciliées fiscalement en France prévu à l'article 158-3, 2° du Code général des impôts.

Cet abattement n'est applicable qu'en cas d'option expresse, irrévocable et globale pour une imposition selon le barème progressif de l'impôt sur le revenu lors du dépôt de la déclaration annuelle des revenus du bénéficiaire. A défaut d'une telle option, le dividende à distribuer à ces personnes physiques domiciliées fiscalement en France entre dans le champ d'application du prélèvement forfaitaire unique (PFU) sans application de cet abattement de 40 %.

Avant la mise en paiement, le dividende est soumis aux prélèvements sociaux et, sauf dispense dûment formulée par le contribuable, au prélèvement obligatoire non libératoire de 12,8 % prévu à l'article 117 quater du Code général des impôts, à titre d'acompte de l'impôt sur le revenu.

Il est rappelé qu'il a été procédé à la distribution des dividendes suivants au cours des trois derniers exercices, ces dividendes étant intégralement éligibles à l'abattement de 40 % mentionné à l'Article 158.3.2° du Code Général des Impôts :

Exercice	Net	Nombre d'actions servies	Nombre d'actions globales
2019	1,60	769 500	769 500
2020	2,00	769 500	769 500
2021	3,00	769 500	769 500

Bourse

Pendant l'année 2022, le cours de l'action, sur Euronext Growth Paris a évolué comme suit :

	Euros
Cours à fin 2021	163,00
Cours le plus bas	163,00
Cours le plus haut	195,00
Cours à fin 2022	185,00
Nombre de titres échangés en 2022*	39 703
Nombre de titres échangés en 2021	51 453

*dont 10 382 au titre du programme de rachat d'actions

Au 30 mars 2023, le cours de l'action était de 195 € avec un volume d'échange constaté depuis le début de l'année de 3 695 titres dont 113 titres dans le cadre du programme de rachat d'actions voté en 2022.

Actionariat

Monsieur Mario Martignoni a informé l'AMF et la société le 15 juin 2022 avoir franchi à la hausse, dans le cadre de sa détention directe et indirecte par l'intermédiaire de la Société Sopofam SA qu'il contrôle, le seuil de détention de 50 % des droits de vote en AGO (avis 222C1481 mis en ligne le 15 juin sur le site de l'AMF).

Ce franchissement faisait suite à une décision de dérogation à l'obligation de déposer un projet d'offre publique, mise en ligne sur le site de l'AMF le 10 mai 2022 sous la référence D&I 222C1053.

Au 31 décembre 2022, le capital de la Société Gévelot est constitué de 759 610 actions de 35 euros, réparti comme suit :

Actionnaires	Actions	% du capital	% des droits de vote
Sopofam ¹	374 856	49,35 %	49,35 %
M. Mario Martignoni	18 527	2,44 %	2,44 %
Total M. Mario Martignoni	393 383	51,79 %	51,79 %
Rosclodan	62 192	8,19 %	8,19 %
Autres	304 035	40,02 %	40,02 %
Total	759 610	100,00 %	100,00 %

¹ La Société de Portefeuille Familial - Sopofam est contrôlée par M. Mario Martignoni

La société Gévelot a été informée que :

- Monsieur Mario Martignoni, la Société Sopofam, la Société Rosclodan et des membres de la famille Bienaimé ont souscrit le 8 décembre 2022 un engagement collectif de conservation en application de l'article 787 B du code général des impôts qui porte sur 469 472 actions de la société Gévelot représentant, à la date de l'acte, 61,8 % des actions de Gévelot et des droits de vote attachés aux actions de Gévelot.
- Monsieur Mario Martignoni, la Société Sopofam, et un autre groupe d'actionnaires ont souscrit le 13 décembre 2022 un autre engagement collectif de conservation en application de l'article 787 B du code général des impôts d'une durée de deux ans qui porte sur 407 969 actions de la société Gévelot représentant, à la date de l'acte, 53,7 % des actions de Gévelot et des droits de vote attachés aux actions de Gévelot.

Il est envisagé de procéder à une fusion de la Société Rosclodan SA, qui détient 8,2 % du capital de notre Société dans les comptes de Gévelot SA. Un Commissaire à la fusion a été nommé par le Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre le 7 mars dernier. Cette fusion à effet au 1^{er} janvier 2023 devrait être opérationnelle en juin prochain après approbation par les Organes de décision compétents des deux entités.

A notre connaissance, le Capital de la Société ne fait l'objet d'aucune détention par le Personnel du Groupe, quels qu'en soient le cadre et l'origine.

Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice

Le conflit déclenché du fait de l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022, ne devrait pas avoir de conséquences significatives directes ou indirectes sur les comptes de l'année 2023. Notre Groupe reste néanmoins attentif à l'évolution de ce conflit. Nos activités sur cette zone de l'Est de l'Europe, sont presque totalement suspendues et dans tous les cas en parfait respect des réglementations en vigueur.

Holding

Gévelot SA poursuivra son offre locative sur ses biens immobiliers de Levallois Perret.

Secteur Pompes

La tendance sur les différentes activités du Secteur Pompes, notamment Oil & Gas reste encourageante. Les perspectives globales restent néanmoins incertaines.

Les mesures prises afin d'optimiser l'organisation et l'efficacité du Secteur et de ses coûts seront étendues, dans la recherche constante de son engagement auprès de ses clients.

La stratégie de croissance externe sera poursuivie, notamment à l'international.

Gouvernement d'entreprise

Modalités d'exercice de la Direction Générale

Depuis le choix du mode moniste par le Conseil d'Administration d'octobre 2002, le Président du Conseil d'Administration assume également la Direction Générale.

Un Directeur Général Délégué a été désigné par le Conseil d'Administration sur proposition du Président-Directeur Général depuis lors.

Fonctionnement des Organes Sociaux

Le Conseil d'Administration comprend six membres dont deux femmes et quatre hommes.

Le Conseil d'Administration s'est réuni 3 fois en 2022.

Administrateurs et Mandataires Sociaux

Il sera soumis à cette Assemblée Générale, le renouvellement du mandat d'Administrateur de Madame Roselyne MARTIGNONI, Monsieur Mario MARTIGNONI et Monsieur Jacques FAY et la nomination de Monsieur Philippe BARBELANE en tant qu'Administrateur.

Commissaires aux Comptes

Il sera également proposé à la prochaine Assemblée Générale, le renouvellement des missions des Cabinets PricewaterhouseCoopers Audit et RSM Paris, Commissaires aux Comptes Titulaires.

Liste des mandats et fonctions exercés

En application des dispositions de l'Article L 225-102-1 du Code de Commerce, nous vous rendons compte ci-dessous des fonctions exercées par chacun des Mandataires Sociaux de la Société Gévelot au cours de l'exercice écoulé.

Monsieur Mario MARTIGNONI, Président Directeur Général et Administrateur,

exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

Président-Directeur Général et Administrateur de PCM SA
Administrateur et Président du Conseil d'Administration de PCM Group Italia Srl (Italie)
Administrateur de PCM Kazakhstan LLP (Kazakhstan)
Administrateur de PCM Muscat LLC (Oman)
Administrateur de PCM Middle East FZE (E.A.U.)
Président de PCM Flow Technology Inc. (Etats Unis)
Administrateur de PCM Group Asia Pacific Pte. Ltd. (Singapour)
Administrateur de PCM Artificial Lift Solutions Inc. (Canada)
Administrateur de PCM Canada Inc. (Canada)
Administrateur de Cougar Machine Ltd (Canada)
Administrateur de PCM Trading Shanghai Co. Ltd (Chine)
Administrateur de PCM Suzhou Co. Ltd. (Chine)
Administrateur de Sydex Srl (Italie)
Administrateur de 3P Prinz (Italie)

Fonctions hors Groupe :

Président-Directeur Général de Sopofam SA
Administrateur Unique de Martignoni 1518 Srl (Italie)

Monsieur Philippe BARBELANE, Directeur Général Délégué,

exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

Administrateur de PCM SA

Fonctions hors Groupe : néant

Madame Roselyne MARTIGNONI, Administrateur,

exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

Administrateur de PCM SA

Fonctions hors Groupe :

Administrateur de Sopofam SA
Administrateur de Rosclodan SA

Monsieur Charles BIENAIMÉ, Administrateur,

n'exerce pas d'autre fonction au sein du Groupe

Fonctions hors Groupe :

Membre du Directoire de la Financière Meeschaert
Président - Directeur Général de Rosclodan SA
Administrateur et Directeur Général Délégué de la Société Boisdormant SA

Monsieur Jacques FAY, Administrateur,

exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

Administrateur de PCM SA

Fonctions hors Groupe : néant

Monsieur Pascal HUBERTY, Administrateur,

n'exerce pas d'autre fonction au sein du Groupe

Fonctions hors Groupe :

Gérant de la SCI Les Blés

Madame Armelle CAUMONT-CAIMI, Administrateur,

exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

Administrateur de PCM SA

Fonctions hors Groupe : néant

Conventions réglementées

(Art. L.225-37-4, 2° du Code de Commerce)

Il n'existe aucune convention intervenue, directement ou par personne interposée, entre d'une part l'un des mandataires sociaux ou l'un des actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10% d'une société et d'autre part une autre société contrôlée par la première au sens de l'article L.233-3 sauf s'il s'agit de conventions courantes et conclues à des conditions normales.

Délégations en cours de validité pour les augmentations de capital

Néant.

Programme de rachat d'actions

Dans le cadre de l'adoption le 15 juin 2022 de la septième Résolution de l'Assemblée Générale Mixte du même jour, le Conseil d'Administration a reçu délégation de mise en œuvre d'un programme de rachat d'actions en vue d'annulation (rachat autorisé de 10 % maximum des actions composant le Capital Social pour un montant total maximum de 4 millions d'euros) (date d'expiration de la délégation : 15 décembre 2023).

La Société a ainsi pu acquérir une première tranche de 9 890 actions pour un prix global de 1 751 651,50 euros, soit un prix moyen de 177,11 euros par action de juin 2022 à septembre 2022.

Nombre total d'actions achetées au cours de l'exercice : 10 382

Cours moyen d'achat : 177,43

Montant des frais de négociation : 2 762,91 € HT

Nombre des actions inscrites au nom de la société à la clôture de l'exercice et leur valeur évaluée au cours d'achat, ainsi que leur valeur nominale : 492 actions / 90 384,50 / 17 220,00.

La huitième Résolution adoptée lors de l'Assemblée Générale Mixte du 15 juin 2022 a confié au Conseil d'Administration délégation pour annulation des actions éventuellement rachetées (date d'expiration de la délégation : 15 juin 2024).

Le Conseil d'Administration dans sa réunion a décidé le 13 octobre 2022 l'annulation de ses 9 890 actions Gévelot SA. Aussi, le Capital Social a été réduit d'un montant de 346 150,00 euros. Il est désormais fixé à 26 586 350 euros divisé en 759 610 Actions de 35 euros chacune, entièrement libérées et toutes de même catégorie.

Autres informations juridiques et fiscales

Dépenses somptuaires et charges non déductibles fiscalement

(articles 39-4 et 223 quater du CGI)

Pour Gévelot S.A., les réintégrations de dépenses somptuaires dans le résultat fiscal au cours de l'exercice 2022 se sont élevées à 22 698 € contre 23 528 € en 2021. Aucun impôt n'a été supporté en raison du déficit fiscal reportable.

Le dépôt de ce Rapport au Greffe du Tribunal de Commerce sera effectué conformément à la Loi.

Le Conseil d'Administration